L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 15 JANVIER 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

EDITION QUOTIDIENNE.
Un an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2.50.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Jeudi de chaque semaine:
Un an, $6; par semestre, $3.

TARIF DES ANNONCES.

Les annonces judiciaires, payables à leur de rôle dans les colonnes partout du journal, paieront $1 50 la ligne pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces commerciales de la page éditoriale paieront $1 par ligne carré; pour chaque insertion.

Les annonces, publiées par lubonnaires, paieront comme ci-dessus, mais seront payées pour chaque insertion.

Les annonces, en un mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par ligne carré pour un mois.

Les annonces devront régulièrement et souvent des changements à ce sujet, sur les prix indiqués et donnés pour les annonces ci-dessus, tel changement qu'il aura convenu avec elles; mais dans aucun cas, cet accompte ne dépassera deux fois par semaine.

Nous n'acceptons d'annonces d'affaires paieront 20 cents de plus par ligne pour chaque insertion.

Les annonces mortuaires doivent être payées d'avance.

Les comptes des personnes tenant régulièrement de publier que à tour en cet envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI, 15 JANVIER 1867.

☞ Pour la liste des navires et steamships arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions de la journée, voir à la page angloise.

Feuilleton de l'Abeille.

Nous terminerons prochainement les *Sfinxdeters* et *Mistres de Paris* et nous commencerons immédiatement après la publication du *Siège de Lyndie*, récit intéressant de ce fait d'armes par M. Leclie Noir, ancien lieutenant de zouaves.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par le Shérif—à la Bourse des Négociants et des Encaissements, deux terrains situés dans Pilet borné par le cours Carondelet, Religieuse, Richard et St-Jean-Baptiste avec maisons, et un autre terrain contigu, également avec maisons.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, 300 balls marchandises sèches, étrangères et américaines. Vente sans réserve.

Par B. Turpin—à son magasin d'encan, vins rouge en barriques et en caisses, Madère, Sherry, Porto, liqueurs diverses, absinthe, kirsh, etc.

Par C. Violetos—au No 43 rue Toulompitoulas, du jambon.

Par Fendall & Spear—au No 65 rue Bienville, une caisse marchandises sèches.

Par E. Roger & Co—au No 77 rue Carondelet, toutes légalités de tabac en feuilles.

Par G. Whiston,—au No 43 de la rue Tchoupitoulas, coin Natchez—Ouvrir rue de Richelieu, séparé de la Rampart.

Par John C. Bohman,—au No 33 de la rue Bienville marchandises sèches, habillements et chapeaux.

Par J. J. Roe'scom,—au No 69 et 71 de la rue Gravier, boisé et fer.

Par Vinsant et Co,—au No 16 de la rue de Chartres, marchandises sèches étrangères et américaines, épices, drogs, outils, verreries, etc.

Par Hewlett & Marks,—au No 39 de la rue de Chartres, bon pr, souliers et brodequins, sans réserve.

☞ Adresses vos publications chez M Arpent Tir plus 33 Vieille Levée.

ATTENTION!!
☞ Propriété améliorée de valeur à l'encan par le Shérif.

Nous donnons prière entière attention sur la vente aux enchères publiques de ce qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, rue Royale, par le shérif sieur du Sheriff, de trois terrains avec maisons, situés à Bayou St. Jean, et améliorations qui s'y trouvent situés rue des Orléanais, entre celles des Religieuses et St-Jean-Baptiste, Premier District.
Voir les annonces.

Steeple chase.

Pour protéger le pays contre les égarements d'une majorité aveuglée par l'esprit de parti, la Constitution a sagement élevé une série de barrières qui sont la sauvegarde des droits des minorités et le bouclier des institutions républicaines. Toutes les fois qu'un pouvoir s'efforce de franchir ou d'ébranler ces barrières qui l'empêchent d'atteindre au pouvoir dictatorial sans frein et sans contrôle qu'elle s'est donné comme but, cette majorité qui veut se faire à tout d'un premier obstacle, le vote qui est identiel, d'abord en refusant d'admettre les représentants et les sénateurs de dix Etats, plus comme cela ne suffisait pas pour lui assurer sur toutes les questions un vote des deux tiers dans le Sénat, en excluant un sénateur légalement nommé pour assurer sa place à un successeur bien pensant. Aujourd'hui, il n'est pas de veto présidentiel que ne puissent annuler un vote des deux tiers dans les deux chambres.

Mais ce premier résultat ne suffit pas aux ambitieux radicaux, qui n'aspirent à rien moins qu'à bouleverser de fond en comble l'édifice politique des Etats Unis. La Constitution, sauf la modification apportée par l'Amendement qui abolit l'esclavage, reste encore debout comme un monument de granit qui semble défoncer les efforts sacrilèges des démolisseurs. Il ne suffit pas de vote des deux tiers du Congrès pour vendre cette constitution au rabais, il faut encore la ratification dans les législatures des trois quarts des Etats de l'Union, et cette condition constitue la plus forte d'achoppement contre laquelle se heurtent les assaillants.

Les plus ardents parmi ceux qui dirigent l'attaque sont d'avis de Tranchir l'obstacle d'un bond. "Quoi de plus simple, disent-ils, que de déclarer l'amendement validé quand les législatures trois quarts des 26 Etats actuellement reproduisent les législatures ratifiantes? Puisque les dix Etats exclus ne sont, d'après nos doctrines, qu'des territoires ou des provinces conquises." Mais les tirades du parti criant n'accomplissent pas de faits en eux mêmes périlleux. Il faut avoir l'âme d'un César pour franchir le Rubicon, et tous ceux qui siègent au Capitole ne sont pas des Césars. Un autre c'est, les sages trouvent le moyen merveilleux, car ils comprennent très bien qu'une partie n'éclamation serait aussi à mort pour elle que la Cour Suprême et que le Congrès ne serait ainsi inutilement déconsidéré en outre, pendant le bon sens. Ils croient donc plus habile de tourner l'obstacle et voici les moyens qu'ils disent imaginés de mettre en œuvre.

Il y a actuellement 36 Etats dans l'Union ce qui donne un total de 27 pour les trois quarts nécessaires au concours est nécessaire aux projets des radicaux pour mettre la Constitution. Il est évident que les dix Etats exclus persistent dans leur refus d'amender le pacte qui les protège. Il ne reste donc qu'un moyen d'obtenir la majorité des trois quarts, c'est d'augmenter le nombre des Etats du Nord en transformant les territoires actuels du Nord-Ouest et de l'Ouest en Etats, au moyen de violer encore toutes les règles de la logique et de la légalité.

Le Congrès trouvera sans doute prouver par deux raisons excessifs, jusqu'où il pourrait aller dans cet ordre d'arbitraire et d'absurdité.

Un territoire qui prétendrait dès l'année dernière remplir les conditions voulues pour se faire admettre dans l'Union, le Nebraska, avait adopté une constitution et envoyé à Washington ses représentants et ses sénateurs. Mais la Constitution ainsi soumise au Congrès ne reconnaissait comme citoyens de l'Etat que les blancs. Voilà donc la majorité républicaine fort embarrassée. D'une part, elle désirait s'assurer du renfort de deux sénateurs appartenant au parti républicain et admettre dans l'Union un nouvel Etat, dont la législature ratifierait docilement tous les amendements constitutionnels. Mais de l'autre elle ne pouvait décemment admettre un nouvel Etat avec une constitution qui excluse catégoriquement les gens de couleur de l'exercice des droits politiques, quand nous refus d'admettre les dix Etats du Sud est basé sur cette exclusion. Renvoyer la Constitution au peuple de Nebraska pour qu'il la modifiât, c'était perdre un temps précieux, sinon mais à augmenter des à présent la majorité démocrate du Sénat.

Un sénateur nommé Edmund a donc imaginé d'ajouter l'amendement suivant au bill sur l'admission du Nebraska:

"Qu'il soit décrété en outre que cet acte aura son effet à la condition fondamentale et expresse, que dans le dit Etat de Nébraska, il n'y aura aucune restriction ni refus de franchise électorale, ou d'aucun autre droit, pour aucune personne par raison de race ou de couleur, excepté les Indiens qui ne payent pas de taxe; et il ne sera ni ne pourra être contraire à cette condition, ou abroge ou entravée de quelque manière, aucune loi ou règle de cet Etat pour des causes semblables, il sera et devient nulle et non avenue, et toutes une amende qui ne sera pas au-dessous de $1,000 ni au-dessus de $5,000; nonobstant ce qui y avait de contraire dans la dite Constitution ou les lois du dit Etat."

Ce bill ainsi amendé a passé au Sénat par 34 voix contre 15, et il est, en ce moment, pendant devant la Chambre. Jamais on n'avait vu personne proposé en matière d'admission d'Etats, mais il n'est pas plus d'étonner de rien. Le Congrès pouvait admettre ou repousser le nouvel Etat, il pouvait assurément exiger de lui qu'il modifiât immédiatement la Constitution adoptée par le peuple de Nébraska. Ce territoire contenant fort peu de gens de couleur, on a pensé que la chose pouvait passer sans protestation et que les deux sénateurs républicains venir renforcer la majorité républicaine. Le législateurs du Nebraska n'a pas de motif pour faire plus d'opposition, car on ne leur demande que le suffrage pour eux-mêmes, et que qu'elle maintient l'ascendance constitutionnelle.

Tout ne s'arrête pas en aussi beau chemin; on a fait des Etats en n'en connaît trop exemples. Le bâteau a donc passé par 23 voix contre 11 un bill qui admet le Colorado comme Etat dans l'Union avec les mêmes conditions. Mais cette fois le cas devient tout à fait curieux. Une protestation émanant de la chambre législative du territoire et contresignée par le gouverneur vient d'être adressée au Congrès. Les autorités du Colorado protestent contre l'admission de leur territoire comme Etat aussi l'assentiment de ses habitants qui ont le droit, disent-ils, d'avoir voix au chapitre, et ont se fondant sur ce que le territoire n'est pas assez peuplé et qu'il n'est pas en état de supporter les dépenses d'un gouvernement d'Etat.

Voilà donc le Congrès convaincu de vouloir fabriquer de nouveaux Etats avec des territoires qui ne le demandent pas, tandis qu'il prétend réduire à la condition de territoires des Etats aussi anciens que l'Union.

On ne saurait pousser plus loin le mépris des formes et du droit des populations. Le seul prétexte qu'on donne à l'admission du Colorado est la demande de 200 individus d'origine africaine, qui, sur les prix indignés et donnés pour les nègres, ont consenti à quitter ce pays pour aller s'établir dans ce nouvel Etat, et accompte ne dépasse pas 200 personnes.

Nous ne voyons pas comment on pourrait aller plus loin dans l'arbitraire et l'absurdité.

Un territoire qui prétendait dès l'année dernière remplir les conditions voulues pour se faire admettre dans l'Union, le Nebraska, avait adopté une constitution et envoyé à Washington ses représentants et ses sénateurs. Mais la Constitution ainsi soumise au Congrès ne reconnaissait comme citoyens de l'Etat que les blancs. Voilà donc la majorité républicaine fort embarrassée. D'une part, elle désirait s'assurer du renfort de deux sénateurs appartenant au parti républicain et admettre dans l'Union un nouvel Etat, dont la législature ratifierait docilement tous les amendements constitutionnels. Mais de l'autre elle ne pouvait décemment admettre un nouvel Etat avec une constitution qui excluse catégoriquement les gens de couleur de l'exercice des droits politiques, quand son refus d'admettre les dix Etats du Sud est basé sur cette exclusion. Renvoyer la Constitution au peuple de Nebraska pour qu'il la modifiât, c'était perdre un temps précieux, sinon mais à augmenter des à présent la majorité démocrate du Sénat.

Un sénateur nommé Edmund a donc imaginé d'ajouter l'amendement suivant au bill sur l'admission du Nebraska:

"Qu'il soit décrété en outre que cet acte aura son effet à la condition fondamentale et expresse, que dans le dit Etat de Nébraska, il n'y aura aucune restriction ni refus de franchise électorale, ou d'aucun autre droit, pour aucune personne par raison de race ou de couleur, excepté les Indiens qui ne payent pas de taxe; et il ne sera ni ne pourra être contraire à cette condition, ou abroge ou entravée de quelque manière, aucune loi ou règle de cet Etat pour des causes semblables, il sera et devient nulle et non avenue, et toute une amende qui ne sera pas au-dessous de $1,000 ni au-dessus de $5,000; nonobstant ce qui y avait de contraire dans la dite Constitution ou les lois du dit Etat."

Ce bill ainsi amendé a passé au Sénat par 34 voix contre 15, et il est, en ce moment, pendant devant la Chambre. Jamais on n'avait vu personne proposé en matière d'admission d'Etats, mais il n'est pas plus d'étonner de rien. Le Congrès pouvait admettre ou repousser le nouvel Etat, il pouvait assurément exiger de lui qu'il modifiât immédiatement la Constitution adoptée par le peuple de Nébraska. Ce territoire contenant fort peu de gens de couleur, on a pensé que la chose pouvait passer sans protestation et que les deux sénateurs républicains venir renforcer la majorité républicaine. Le législateurs du Nebraska n'a pas de motif pour faire plus d'opposition, car on ne leur demande que le suffrage pour eux-mêmes, et que qu'elle maintient l'ascendance constitutionnelle.

Tout ne s'arrête pas en aussi beau chemin; on a fait des Etats en n'en connaît trop exemples. Le bâteau a donc passé par 23 voix contre 11 un bill qui admet le Colorado comme Etat

Nouvelles du Mexique.

Le vapeur *Clearwater*, arrivé hier de la Vera Cruz, d'où il est parti le 8, a apporté des nouvelles de Mexico, allant jusqu'au 3 janvier.

Les guerrillas ont pris la petite ville de Medellin, sur le chemin de fer à environ 10 milles de la Vera Cruz. Ils rôdent autour de la ville dans un rayon de 10 à 20 milles.

Les troupes françaises se portaient sur la Vera Cruz, où le vapeur *Chesterfield*, expédié de Boston, leur apportait des provisions.

Le dernier débarquement des troupes françaises, sous le général Castagny, était journellement attendu de l'intérieur dans la capitale. Alors toutes les forces opéreront leur mouvement de retraite vers la Vera Cruz, le maréchal Bazaine devant quitter la capitale vers le 20.

Toutes les villes abandonnées étaient successivement occupées par les libéraux. Le général Miramon, cependant, avait quitté la capitale pour reprendre ces places, mais on supposait qu'il ne réussirait pas n'ayant avec lui qu'un corps de deux mille hommes de hobyteux recrues, levées la veille, mal armées et mécontentes. La grande difficulté pour lui impériaux était le manque d'argent et d'armes.

Mejia, mécontent, a abandonné la cause Maximilien l'empereur, avec qui il est en conseil. Leva, était résolu à continuer la lutte et était arrivé dans la capitale. Il a pris logement, non dans un de ses palais, mais abandonnés, mais à l'hacienda de la Teja. Beaucoup de gens pensaient que l'Empereur, au départ des Français, abandonnerait finalement la partie sera essayer de réaliser son dernier programme de la réunion d'un congrès national général. Les familles plus ou moins compromises avec l'empire partaient tous les jours pour la Vera Cruz.

Le mécontentement était général et même ceux qui s'étaient fait à l'idée du retour de Juarez croyaient peu qu'il fût capable d'assurer la pacification du pays.

Nous tenons dans un autre rapport que le ministre de France et le général Castelnau sont alliés voir l'Empereur à Puebla et ont obtenu de lui la promesse d'abdiquer dans le courant de janvier, moyennant 96 il pouvait espérer réunir un congrès national pour reconnaître la nation et sanctionner la volonté du peuple.

Les libéraux sont maîtres de la route entre Mexico et Puebla. Ils auront certainement Mexico avant peu de temps, mais les difficultés seront leur en feront payer cher la prise. La ville de Mexico est, par sa position stratégique, difficile à défendre. A moins qu'une bataille ne favorise les impériaux, l'empire est sûr de tomber.

Les nouveaux généraux ont levé des forces mais d'une manière qui a causé beaucoup de mécontentements. Ils ont usé de la loi de conscription à Puebla et dans d'autres villes, mais les forces qu'ils ont recrutées sinon en soutiendront pas longtemps les efforts des libéraux.

Le général Lozada, à la tête de ses troupes, s'est prononcé contre l'empire. Le document est signé par le général Rivas, deux colonels et quatre officiers.

Les diligences d'Orizaba à Mexico ont été arrêtées par Porfirio Diaz, et le sac des dépêches a été ouvert. Les voyageurs n'ont pas été molestés.

On dit que Vidaurri commandera, sous Mejia, la meilleure brigade pour opérer dans le Nouveau Léon et le Coahuila où il jouit d'une grande popularité personnelle.

Le ministre de France et le général Castelnau sont alliés à Puebla le 30, pour voir Maximilien, mais sans succès. Ils sont revenus à Mexico le même jour.

Le Trésor commencera demain à débourser neuf millions pour intérêts sur les 7-30. Jor a maintenant 101 1/2 à 102 pour cent. Le gouvernement a été inactif mais ferme. Les actions à vapeur étaient généralement améliorées. Les transactions étaient peu importantes et les actions des mines plus fermes.

Galveston, 11 janv. — Le commandant militaire, à Victoria, ayant déclaré qu'il appuyait le président, le général Griffin publie une circulaire expliquant que tous les officiers militaires doivent appuyer le Bureau dans tous les cas prévus par la loi des droits civils.

Marché de Galveston.

Le coton est à un prix incertain. Or, de 135 à 136.

Mobile, 14 — Coton. Ventes 1200 balles à 33 et 34 1/2.

Le steamer Sunny South, avec 1,000 balles de coton, a brûlé entièrement au débarcadère de Portland, sur l'Alabama, vendredi soir. Le balance est assurée à la Nlle Orléans pour $10,000.

La plus grande partie de la cargaison était pour Mobile et était pleinement assurée. Deux passagers furent brûlés.

Louisville, 14. — Par suite des embarras de glace sur l'Ohio et le Mississippi, la demande de bacon et de viande déposée l'approvisionnement. Il y a sur notre marché des demandes pour plus d'un million de livres, et ces ordres ne pourront être remplis avant la fin de cette semaine ou le commencement de l'autre. Les difficultés de transport rendent rares les barils.

Washington, 11 janv. — Le juge associé Field a fait connaître aujourd'hui l'opinion de la Cour Suprême des Etats-Unis dans l'affaire du serment d'opposé, dans le Missouri, concernant John A. Cummings, prêtre catholique romain qui était accusé d'avoir prêché et enseigné sans avoir prêté le serment d'épreuve prescrit par la constitution de cet Etat. La Cour a décidé que le serment d'épreuve dans cette affaire est inconstitutionnel, attendu qu'il participe à la nature du châtiment sans preuve et d'une manière rétroactive. — Le jugement de la Cour est infirmé avec l'ordre que le plaignant parte sans délai.

Lexington Field a aussi donné l'opinion de la Cour dans les affaires de Garland et Marr qui ayant pris part à la rébellion demandent à être réintégrés comme avocats. La Cour soutient que continuer un emploi sous une punition pour une offense qui peut n'avoir pas été punissable à l'époque où elle fut commise, il est de sa nature rétrospective et contraire aux principes reconnus des Etats Unis. Ils sont officiers de la Cour et exercent leur ministère tant qu'ils se comportent bien. Ils ne sont pas un bureau d'enregistrement des délits de tout autre pouvoir. Les postulants ont obtenu du Président un pardon qui les soustrait aux conséquences de l'offense et fait aux yeux de la loi un citoyen tel qu'il était avant qu'elle fut commise. Le Congrès ne peut limiter la prérogative du pardon. Il subit de la part du pétitionnaire des actes qui être accordés et aussi la demande de M. Marr. Le toi ont requiert des avocats qu'ils prêtent le serment d'épreuve soient rescindée et l'ordre est rédigé en conséquence.

Le juge-associé Miller pour lui même, le juge Chase et le juge Swayne, ont prononcé l'avis et Davis ont donné une opinion divergente.

Le comité des tentatives a chargé Ashley de rapporter son amendement au bill pour établir un gouvernement civil dans la Caroline du Nord comme un substitut au bill de Stevens qui est maintenant devant la Chambre.

Cleaire.—Un bill est présenté et référé au comité des voies et moyens pour rappeler de l'acte du revenu de l'intérieur tout ce qui impose une taxe sur le coton non manufacturé. Lous de M. Eldridge a prononcé un discours sur la résolution de Kelson pour mettre en accusation le président, discours où il a fait usage de l'accusation d'usurpation à l'exemple des orateurs radicaux.

Cook de l'Illinois a rapporté au nom du comité judiciaire un bill amendant cette portion de l'acte du 2 mars 1861, qui autorise le président à nommer le secrétaire de la guerre à nommer des commissaires dans chacun des Etats lorsque à son opinion la loi ne peut être exécutée par les procédures ordinaires dans les procès de l'Union. L'activité a été plus grande dans le coton, et les facteurs qui réussi a se fortifier, à la clôture, les transactions étaient de 5,400 balles, à des prix plutôt.

Le numéraire a été négligé, malgré la baisse qui a suivi celle de New York. Log a ouvert, le matin, à 134 contre 132 3/4 à 134 demandé soir, et a clos ferme à 134 à 134 1/2. On n'en a pas vendu au premier bon d'; au second board, $10,000 à 134 1/4; $5,000 à 134 1/2, et $5,000 à 134 3/4; l'option de vendeur, au matin, $5,000 $1000, $4000, $3000, et $2,000 à 134; $5,000 à 134 1/4, et $5,000 à 134 1/2; $12,000 et $5,000 à 134 3/4; $5,000 à 135; $12,000 et $5,000 à 135 1/4 et $10,000 au même taux.

Le Chambre admet un nouveau député.

Le chargé étranger n'a guère trouvé d'acheteurs. Il y avait assez d'offres, mais on n'a pas pu s'accorder sur les conditions. Les ventes du matin ont atteint 2,000 livres et 2,000 livres clear au traites connaissements à 142, 5000 livres à 142 1/2, 300 liv. 1000 livres et 5000 liv. à 142 3/4, 1000 liv. 5000 livres et 2000 livres 10000 livres No 1 à 144 à 144 1/4, 2000 livres à 144 1/4, 2000 livres à 144 1/2, 2000 livres de bonne qualité, 1200 livres à 145 et 1000 liv. à 148 pour le 1er. — Dans le matin, le marché de change commercial à 3 97 1/2, 25000, No 1, à 9 95 et 20000 à 9 90. — Le sterling peut être coté, nonobstant à 141 à 142 les traites connaissements, à 143 1/2 à 144 1/4 le No 1 à 144 1/2 à 145 le change de banque; les traites de la Louisiane à 1 pour cent de commercial No 1 et 3 90 à 3 97 1/2 le change de banque.

Le change a été languissant. Les banques ont tiré sur New York à 3/4 d'escompte, et la demande est faible. Les ventes du change commercial embrassent $7,000, $15,000, $16,000, $25,000, $30,000 et $40,000 sur New York, à 3/4 d'escompte. M. Dreux a donné sa parole de comparaître, et Smith et Metcalf ont déposé de donner chacun une caution de $4,000.

Martin Malloy, jugé sous l'accusation d'avoir pénétré dans la maison de M. Winder & Bro., rue des Magasins, No 67, dans la nuit du 17 juillet, et d'y avoir volé pour $400 de casimir, a été trouvé coupable.

— La commission militaire pour la réorganisation de l'armée autrichienne a nommé à l'empereur qu'elle avait terminé sa part de ses adoptmaigre satisfaction. Le système actuel de remplacement serait aboli, et chacun serait astreint au service. Depuis sept ans jusqu'à vingt-quatre ans, les trois premières années dans le landsturm, trois années dans la deuxième reserve, et enfin trois ans dans la milice.

— *La Monstery Jolge* publie le rapport suivant, adressé au roi par le ministre de la guerre

Bruxelles, 10 décembre.

Sire,

Le nouveau système de défense qui a été adopté pour le pays et les progrès réalisés dans l'art de l'ingénieur exigent que l'on examine si l'organisation actuelle de l'armée répond encore aux nécessités de la défense nationale.

Afin d'éclairer le gouvernement, j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de soumettre cette importante question à une commission d'un chacun dont l'unité sera fait l'objet du projet d'arrêté joint au présent rapport.

Le ministre de la guerre,
Brasseur.

Suit un arrêté royal nommant une commission composée de généraux, de représentants et de sénateurs.

LES ARMÉES EN EUROPE

On assure que l'effectif sous les armes des forces réunies du royaume d'Italie sera réduit à 175,000 hommes.

Le bruit de Berlin que la marine militaire prussienne doit être très prochainement augmentée de trois frégates cuirassées de 16 canons chacune.

Elle comprend actuellement :

Navires à vapeur, deux vaisseaux cuirassés, dont l'un, à tourelle, quatre frégates, quatre corvettes, et vingt-trois canonnières—263 canons.

Navires à voiles : trois frégates, une corvette ; trois bricks, et quarante sloops—262 canons.

La marine marchande des Etats du Nord de l'Allemagne est de 1,261,000 tonneaux.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 14 janvier 1867.

Le marché n'a pas manqué d'animation. Le sucre et la mélasse ont été en meilleure demande à des prix plus fermes. Il a reçu un mouvement favorable dans les produits de l'Ouest